

« Méditerranée, un mur tombe »

par Jean Pisani-Ferry*

(Le Monde Economie, 7 mars 2011)

En 1989, l'Europe a tout à coup vu se disloquer le Mur qui la séparait en deux. En quelques mois, un ordre apparemment immuable a fait place au mouvement et à l'impatience.

Un instant, les vieux pays européens ont été paralysés par la peur de l'inconnu et l'angoisse des migrations. Et puis ils ont saisi la chance que l'Histoire leur offrait. Ils ont mis en place des programmes d'assistance, ouvert des négociations commerciales, promis l'élargissement.

Deux décennies plus tard, la réussite est spectaculaire. La transition économique et politique des ex-pays de l'Est a été rapide et profonde, elle a été - à l'exception dramatique de l'ex-Yougoslavie - pacifique, et elle a produit du développement.

Un scénario analogue - mais évidemment pas identique - peut-il être envisagé pour la rive sud de la Méditerranée ? C'est la grande question économique que pose le printemps arabe. Les 500 millions de citoyens de l'Union européenne (UE) comptent, entre Agadir, au Maroc et Port-Saïd, en Egypte, 170 millions de voisins qui aspirent à la prospérité et à la démocratie.

Dans trois des cinq pays de la région, ils ont montré leur vitalité en bousculant des régimes que nous voulions croire garants de la stabilité. Ils ne demandent qu'à l'investir dans le redressement de leur pays.

Mais s'ils n'ont pas, très vite, de raisons de croire que leur situation va s'améliorer, l'énergie transformatrice va se changer en celle du désespoir - avec les risques que cela comporte.

La première urgence est l'emploi. La jeunesse, qui a conduit les révolutions tunisienne et égyptienne, est massivement sous-employée. On ne sait pas si les chiffres officiels (de l'ordre de 30 % de chômage des jeunes) traduisent la réalité, mais il est clair que ces économies ont été incapables de faire face à la vague démographique des dernières décennies.

Les rythmes de croissance récents - de 5 % à 6 % par an en Egypte, Libye, Tunisie, et au Maroc - paraissent élevés, ils sont moins brillants au regard d'une croissance de la population en âge de travailler de l'ordre de deux points et demi de pourcentage par an depuis dix ans. Il faut plus de croissance encore.

Le blocage n'est pas principalement macroéconomique. Certes, l'Egypte est fragile, certes, finances publiques et soldes extérieurs vont se dégrader, et l'inflation s'envoler si les gouvernements tentent de répondre aux problèmes en distribuant des ressources qu'ils n'ont pas. Certes, il va falloir investir plus et éduquer mieux, ce qui sera coûteux.

Il faudra certainement mobiliser l'assistance internationale. Mais, pour l'heure, les obstacles principaux ne sont pas là.

Le principal frein au développement réside dans les institutions économiques. Selon la Banque mondiale, il faut dépenser trois fois le revenu annuel moyen pour obtenir un permis de construire en Egypte ; il faut passer par onze procédures pour enregistrer une transaction immobilière en Algérie ; et le Maroc se situe au 154^e rang mondial (sur 183) pour la protection des actionnaires contre les abus des dirigeants des entreprises.

On pourrait multiplier les exemples. Ils dépeignent tous des économies où le développement est entravé par les contraintes bureaucratiques, la multiplicité des rentes de monopole - souvent au profit de ceux qui bénéficient d'accointances politiques ou familiales - et la sclérose du marché du crédit.

La solution est-européenne - l'importation des législations communautaires dans la perspective de l'élargissement - n'est pas reproductible. Mais les révolutions politiques

peuvent aussi être une chance d'émancipation économique, que l'UE peut appuyer en relançant les accords de partenariat, en incitant à la réforme économique et en mobilisant ses banques de développement.

En matière d'échanges, l'Europe peut agir plus directement car elle joue un rôle dominant. Aujourd'hui, les flux de personnes sont contenus. Il faut permettre la mobilité des professionnels.

Les flux de biens restent, aussi, limités : en proportion du produit intérieur brut (PIB), la Tunisie échange deux fois moins avec l'UE que la République tchèque, et le Maroc quatre fois moins que la Pologne.

L'Europe devrait favoriser l'adoption, à une large échelle, du modèle de délocalisation des segments de la chaîne de valeur les plus intensifs en main-d'oeuvre, que l'Allemagne a mis en oeuvre avec grand succès - et qui explique en partie son retour en force sur les marchés mondiaux. Certes, ce modèle implique des pertes d'emploi au Nord.

Mais il en préserve aussi en maintenant la compétitivité des sites de production et en crée en ouvrant la voie au développement au Sud.

Comme disait Mendès France, gouverner, c'est choisir. L'Europe doit se décider. Soit elle se mobilise pour aider ses voisins et s'ouvrir à eux. Soit il lui reste à recruter des garde-côtes et à commander des patrouilleurs.

* Jean Pisani-Ferry est économiste et directeur de Bruegel, centre de recherche et de débat sur les politiques en Europe